



4 juillet 2023

(23-4539)

Page: 1/5

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS  
AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS**

JAPON

*Supplément*

La communication ci-après, datée du 3 juillet 2023 et reçue à la même date, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

---

Conformément à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Accord antidumping), le gouvernement japonais souhaite notifier aux Comités les dispositions pertinentes des Lignes directrices applicables aux procédures relatives aux droits compensateurs et aux droits antidumping, en ce qui concerne les modifications des lignes directrices qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2023.

## **I. LIGNES DIRECTRICES APPLICABLES AUX PROCÉDURES RELATIVES AUX DROITS COMPENSATEURS**

Les alinéas 4) ii) et 5) du paragraphe 4, et l'alinéa 5) i) du paragraphe 5 des lignes directrices ont été amendés et remplacés par ce qui suit.

[Traduction provisoire]

### **4. Demande d'imposition de droits, etc. (extrait)**

- 4) Mode de description des renseignements dans la demande d'imposition de droits, etc., formulaire de présentation des éléments de preuve et mode de synthèse des éléments de preuve confidentiels, etc.

(Décret: article 4, paragraphes 1 à 6; article 7, paragraphes 1 et 5)

- ii) Le formulaire de présentation des éléments de preuve prévu au paragraphe 1 de l'article 7 du Décret figure à l'Annexe 4. En outre, si la fiche jointe 1 ("Document indiquant les faits à prouver par des éléments de preuve") de l'Annexe 4 comportant les renseignements nécessaires n'est pas jointe, il est admissible que le Ministre des finances estime que le document indiquant les faits à prouver par les éléments de preuve, prescrit dans le même paragraphe, n'a pas été présenté et qu'il décide de ne pas accepter ces éléments de preuve. Le mode de synthèse des éléments de preuve, etc. figure à l'Annexe 3; étant entendu que les éléments de preuve concernant les questions relatives au montant de la subvention seront présentés conformément à l'article 6 des présentes lignes directrices.

### **5) Bureaux chargés des consultations**

(Loi: article 7, paragraphes 5, 13, 18 et 23).

Les bureaux ci-après sont chargés des consultations concernant les demandes d'imposition de droits compensateurs, etc.:

- Division de la politique tarifaire et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances  
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-8940, Japon  
Numéro de téléphone: +81-3-3581-8236  
Adresse électronique: [anti.dumping@mof.go.jp](mailto:anti.dumping@mof.go.jp)
- Bureau chargé des enquêtes visant des mesures correctives commerciales, Département du contrôle du commerce extérieur, Bureau du commerce extérieur et de la coopération économique, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie  
1-3-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-8901, Japon  
Numéro de téléphone: +81-3-3501-3462  
Adresse électronique: [bzl-qgfcbk@meti.go.jp](mailto:bzl-qgfcbk@meti.go.jp)

### **5. Ouverture d'enquête, etc. (extrait)**

#### **5) Durée normale de l'enquête**

(Loi: article 7, paragraphe 6. Décret: article 5, alinéa 7 du paragraphe 1; article 7, paragraphe 1; article 9, paragraphe 1; article 10, paragraphe 1; article 10-2; article 12; article 13; paragraphes 1 et 2).

- i) Le délai imparti pour la présentation des éléments de preuve, etc., qui doit être indiqué dans l'avis publié conformément à l'alinéa 7 du paragraphe 1 de l'article 5 du Décret dans le cadre de l'ouverture d'une enquête visée au paragraphe 6 de l'article 7 de la Loi, sera, en principe, le suivant: le délai imparti pour la présentation des éléments de preuve demandé conformément au paragraphe 2 de l'article 7 du Décret (le délai imparti pour la réponse au questionnaire) est tel qu'énoncé dans le paragraphe 1 de l'article 7 des présentes lignes directrices.

Le paragraphe 7 des lignes directrices a été modifié par l'ajout des éléments ci-après à la suite de l'alinéa 3.

[Traduction provisoire]

7. Demande de présentation d'éléments de preuve, etc. (extrait)

(Décret: article 5, alinéa 7 du paragraphe 1; article 7, paragraphe 2; article 9, paragraphe 2; article 10, paragraphe 2. Accord SMC: article 12, paragraphe 1, alinéa 1.)

- 4) En principe, le délai de présentation de la réponse au questionnaire mentionné au paragraphe 1 de l'article 7 est fixé au dernier jour de la période de 37 jours à partir du jour de publication de l'avis de demande de présentation des éléments de preuve, etc., et, s'il est avéré qu'il y a des raisons particulières pour que la présentation ne puisse être faite dans le délai imparti, ce dernier sera alors prolongé de 14 jours en fonction desdites raisons, etc.

## II. LIGNES DIRECTRICES APPLICABLES AUX PROCÉDURES RELATIVES AUX DROITS ANTIDUMPING

Les alinéas 4) ii) et 5) du paragraphe 5, et les alinéas 5) i) du paragraphe 6 des lignes directrices ont été amendés et remplacés par ce qui suit.

[Traduction provisoire]

### 5. Demande d'imposition de droits, etc. (extrait)

- 4) Mode de description des renseignements dans la demande d'imposition de droits, etc., formulaire de présentation des éléments de preuve, et mode de synthèse des éléments de preuve confidentiels, etc.

(Décret: article 7, paragraphes 1 à 6; article 10, paragraphes 1 et 5)

- ii) Le formulaire de présentation des éléments de preuve prévu au paragraphe 1 de l'article 10 du Décret figure à l'Annexe 4. En outre, si la fiche jointe 1 ("Document indiquant les faits à prouver par des éléments de preuve") de l'Annexe 4 comportant les renseignements nécessaires n'est pas jointe, il est admissible que le Ministre des finances estime que le document indiquant les faits à prouver par les éléments de preuve, prescrit dans le même paragraphe, n'a pas été présenté et qu'il décide de ne pas accepter ces éléments de preuve. Le mode de synthèse des éléments de preuve confidentiels, etc. figure à l'Annexe 3; étant entendu que les éléments de preuve à présenter concernant les questions relatives à la marge de dumping seront présentés conformément à l'article 7 des présentes lignes directrices.

### 5) Bureaux chargés des consultations

(Loi: article 8, paragraphes 4, 12, 21 et 26).

Les bureaux ci-après sont chargés des consultations concernant les demandes d'imposition de droits antidumping, etc.:

- Division de la politique tarifaire et des affaires juridiques, Direction des douanes et des tarifs douaniers, Ministère des finances  
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-8940, Japon  
Numéro de téléphone: +81-3-3581-8236  
Adresse électronique: [anti.dumping@mof.go.jp](mailto:anti.dumping@mof.go.jp)
- Bureau chargé des enquêtes visant des mesures correctives commerciales, Département du contrôle du commerce extérieur, Bureau du commerce extérieur et de la coopération économique, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie  
1-3-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-8901, Japon  
Numéro de téléphone: +81-3-3501-3462  
Adresse électronique: [bzl-qgfcbk@meti.go.jp](mailto:bzl-qgfcbk@meti.go.jp)

### 6. Ouverture d'enquête, etc. (extrait)

#### 5) Durée normale de l'enquête

(Loi: article 8, paragraphe 5. Décret: article 8, alinéa 7 du paragraphe 1; article 10, paragraphe 1; article 10-2, paragraphe 1; article 12, paragraphe 1; article 12-2, paragraphe 1; article 13, paragraphe 1; article 13-2; article 15; article 16, paragraphes 1 et 2).

- i) Le délai imparti pour la présentation des éléments de preuve, etc. qui doit être indiqué dans un avis publié conformément à l'alinéa 7 du paragraphe 1 de l'article 8 du Décret aux fins de l'ouverture d'une enquête visée au paragraphe 5 de l'article 8 de la Loi, sera, en principe, le suivant: le délai imparti pour la présentation des éléments de preuve demandé conformément à l'article 10-2 du Décret (le délai imparti pour la réponse au questionnaire) est tel qu'énoncé au paragraphe 1 de l'article 8 des présentes lignes directrices.

Le paragraphe 8 des lignes directrices a été modifié par l'ajout des éléments ci-après à la suite de l'alinéa 1.

[Traduction provisoire]

8. Demande de présentation d'éléments de preuve, etc. (extrait)

(Décret: article 8, alinéa 7 du paragraphe 1; article 10, paragraphe 2; article 10-2, paragraphe 2; article 12-2, paragraphe 2; article 13, paragraphe 2. Accord antidumping: article 6, paragraphe 1, alinéa 1.)

- 4) En principe, le délai imparti pour la présentation de la réponse au questionnaire mentionné au paragraphe 1 de l'article 8 sera fixé le dernier jour de la période de 37 jours à partir du jour de publication de l'avis de demande de présentation des éléments de preuve, etc., et, s'il est avéré qu'il y a des raisons particulières pour que la présentation ne puisse être faite dans le délai imparti, ce dernier sera alors prolongé de 14 jours en fonction desdites raisons, etc.
-